

Communiqué du NPA Loiret

Macron ne pourra pas confiner nos colères bien longtemps...

Lundi 13 avril 2020

Alors que la pandémie du Covid-19 a déjà emporté près de 15 000 personnes, Macron a donc - une nouvelle fois - parlé, et parlé, et parlé...

D'abord du blabla pour rendre hommage aux personnels soignants qui, malgré les moyens dont les gouvernements successifs les ont privés, font face au quotidien. Bien des mots de la part du président... **mais toujours aucun moyen !**

Attendu sur cette question, Macron a annoncé une prolongation du confinement jusqu'à au moins le lundi 11 mai. Dans la suite de l'improvisation et de l'irresponsabilité de ce pouvoir depuis le début de cette crise sanitaire d'ampleur, Macron et le gouvernement, sans aucune anticipation, n'ont donc d'autre politique que de prolonger ce confinement « par défaut ».

Sans surprise, si Macron n'a aucun moyen supplémentaire à donner aux personnels de santé, il promet par contre de nouvelles aides aux entreprises et à une série de secteurs professionnels, avec en particulier des « *annulations de charges* ». De nouveaux cadeaux, toujours aux mêmes...

Macron promet la reprise progressive des établissements scolaires du 1^{er} et 2nd degré à partir du 11 mai, mais sous quelles conditions ? Et pourquoi alors laisser les universités fermées jusqu'à l'été ? ***En réalité, cette réouverture des écoles pour les plus jeunes est tout simplement la condition indispensable pour renvoyer leurs parents au boulot, quelle que soit la situation sanitaire. Le Medef l'a ordonné... et Macron exécute. C'EST CRIMINEL !***

Sans plus de détails, Macron promet aussi des tests de dépistage... mais aussi le pistage avec la mise en place d'une application de contrôle.

Une « aide exceptionnelle » pour les familles les plus modestes avec enfants (dont on ne connaît ni le montant ni les conditions) et des masques pour tout le monde à partir du 11 mai, voilà tout ce que nous aurons obtenu ce soir...

Mais derrière les mots ronflants et les grandes phrases sur « l'après », ce pouvoir est totalement démasqué. Sa politique - étaler le « pic de l'épidémie » afin d'éviter au système sanitaire de ne pas être totalement débordé - atteint aujourd'hui toutes ses limites et n'a pas d'issue.

Face à ces atermoiements sans perspective, le risque s'accroît d'un « déconfinement » sans horizon à cette heure, mais sans nul doute sauvage et chaotique sous la double pression d'une situation de plus en plus insupportable pour une partie de la population (les plus pauvres et les plus précaires en particulier) et de la volonté du patronat aidé par ce gouvernement de remettre en route au plus vite la machine à profits...

A l'opposé, nous devons continuer à nous battre pour que notre santé, nos vies, passent avant la fuite en avant capitaliste, pour créer pour la suite les conditions d'un déconfinement qui ne tourne pas à la catastrophe sanitaire. Cela suppose des mesures d'urgence :

- *La réquisition des moyens de production permettant la fabrication des tests, des masques, de blouses coton et de tous les matériels indispensables à la lutte contre la pandémie.*
- *Le blocage de toutes les tentatives de redémarrage des activités non indispensable, tout en garantissant au personnels contribuant aux activités nécessaires un travail en sécurité.*
- *Un collectif budgétaire immédiat pour permettre à l'hôpital, aux EHPAD, aux services sociaux de faire face : création de 120 000 postes de personnel soignant, réouverture des services supprimés dans les hôpitaux des maternités jusqu'aux blanchisseries, ouverture des dizaines de milliers de lits fermés depuis une quinzaine d'année...*

Confiner une partie de la population tout en poussant l'autre à retourner au boulot au mépris de toute garantie de santé publique, voilà la feuille de route que nous a promis Macron ce soir. Mais nous ferons tout, ces prochaines semaines, pour que ce pouvoir ne connaisse pas « *les jours heureux* » que Macron a fait semblant de nous promettre tout en préparant l'inverse...

Nous pouvons craindre le pire pour les salariéEs surtout lorsqu'il oublie de répondre au patronat qui a déjà prévu de rogner sur tous les acquis sociaux : Temps de travail au-delà des 40h, suppression des RTT, diminution des jours de congés, morcellement et étalement des congés selon le bon vouloir des entreprises, etc. Il va nous falloir retrousser les manches pour la bagarre !